



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

gilets jaunes

Question au Gouvernement n° 1462

Texte de la question

GILETS JAUNES

M. le président. La parole est à M. Dino Cinieri.

M. Dino Cinieri. Monsieur le Premier ministre, les Français manifestent depuis douze jours, souvent pour la première fois, parce que vous ne les écoutez pas ! Vous avez réussi à vous mettre tous les Français à dos avec ce matraquage fiscal sans précédent. Les déclarations du Président de la République hier, comme les vôtres ce matin, montrent bien ce fossé que vous creusez entre le pouvoir parisien et les territoires.

J'ai avec moi 3 500 pétitions d'habitants de Saint-Chamond dans la Loire. (M. Dino Cinieri brandit une enveloppe.) Ils m'ont demandé, monsieur le Premier ministre, de vous les remettre. Les Français sont en colère, pas seulement à cause des hausses délirantes des taxes sur les carburants et sur le gaz, mais aussi parce que leur pouvoir d'achat baisse, à cause de l'augmentation de la CSG pour les retraités, de celle des cotisations sur les mutuelles, les assurances et les forfaits hospitaliers, et de la désindexation des pensions de retraite et des allocations familiales. Les gilets jaunes vous demandent notamment la suppression de toutes ces augmentations de taxe et la consultation plus fréquente du peuple par référendum.

M. Christian Jacob. Rendez l'argent !

M. Dino Cinieri. Vous affichez une autosatisfaction indécente en réaffirmant que la hausse des taxes de janvier sera bien maintenue. Je dis bien « indécente », monsieur le Premier ministre, car nos concitoyens souffrent et vous ne les entendez pas. Sous prétexte d'écologie, vous punissez nos concitoyens qui vivent à la campagne et qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leur voiture pour aller au travail, à l'école, à des rendez-vous médicaux ou à des engagements associatifs. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR.)*

Nous sommes dans une situation de blocage. Pour en sortir, il faut rendre la parole aux Français. Ils vous regardent depuis Firminy, Saint-Chamond, le Forez, Lupé, Saint-Étienne ou Roanne ! C'est pourquoi nous vous demandons un référendum pour que les Français puissent donner leur avis sur la transition énergétique que vous proposez. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Monsieur le député Cinieri, je lirai avec intérêt les pétitions des habitants de votre territoire. Je l'ai dit tout à l'heure, j'ai moi-même dialogué à plusieurs reprises avec des citoyens impliqués dans le mouvement des gilets jaunes. J'avais constaté, il y a déjà plus de deux semaines en Vendée en discutant avec certaines et certains d'entre eux, que ce mouvement allait bien au-delà de la question des taxes sur les carburants. Vos caricatures...

M. Jean-Pierre Vigier. C'est la réalité !

M. Christian Jacob. Ce ne sont pas des caricatures, mais la réalité !

M. François de Rugy, ministre d'État. ...sur le fait que telle ou telle catégorie de Français seraient ciblées sont bien loin du ressenti de ces personnes.

Les deux porte-parole des gilets jaunes, que j'ai rencontrés avec Emmanuelle Wargon et Brune Poirson pendant une heure et demie hier, m'ont également dit que les taxes sur les carburants ne représentaient que 1 % de leurs préoccupations.

Mme Marie-Christine Dalloz. Sortez de votre bulle !

M. François de Rugy, ministre d'État. Vous êtes passé bien vite, même si vous l'avez mentionné, sur leur demande de recours plus fréquent au référendum. Il me semble qu'une telle revendication s'adresse à tous les responsables politiques. Je ne me souviens pas que le référendum ait été utilisé entre 2007 et 2012. J'ai noté également qu'ils souhaitaient la suppression du Sénat. Je ne sais pas si vous souscrivez à cette proposition, mais j'ai cru comprendre que vous y étiez opposés, tout comme à la réduction du nombre de députés. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)

C'est un peu facile de vouloir se faire le porte-parole de personnes qui n'ont pas besoin de vous pour exprimer leurs points de vue, très variés et très divers.

M. Fabrice Brun. Vous les caricaturez !

M. François de Rugy, ministre d'État. Comme nous l'avons dit et redit, notre politique pour le pouvoir d'achat repose sur l'emploi, le travail et les mesures d'accompagnement durables de cette transition écologique et solidaire. (*Mêmes mouvements.*)

M. Nicolas Forissier. C'est incroyable !

Données clés

Auteur : [M. Dino Cinieri](#)

Circonscription : Loire (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1462

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 novembre 2018](#)